

Travailler plus pour gagner moins ?

Refusons de négocier le poids de nos chaînes !

Préparons la riposte !

La direction de l'AFP a la ferme intention de boucler la négociation du Grand accord d'ici la date butoir du 9 février 2017. Quatre journées entières de négociations sont notamment prévues du 30 janvier au 2 février, pour « finaliser » ce texte qui entraînerait **une détérioration brutale de nos conditions de vie et de travail, sans pour autant régler les problèmes financiers de l'Agence.**

D'ici la fin janvier, il sera nécessaire de **bâtir un autre rapport de force, afin que la direction comprenne que son projet se heurte à la résistance du personnel.**

D'ores et déjà, *SUD* propose à l'ensemble des salarié-e-s de s'exprimer, afin de **préparer un mouvement de grève au moment de la « finalisation » de ce texte funeste.**

Lors d'une **réunion bilan**, convoquée par la direction pour la matinée du jeudi 15 décembre, les six organisations syndicales représentatives ont exposé leurs positions face au projet de la direction.

***SUD* a présenté les demandes suivantes :**

- **Pas d'augmentation des horaires et du temps de travail actuels**
- **Maintien de la journée continue**
- **Maintien des RTT actuelles**
- **Non au forfait jours**
- **Des plans de carrière automatiques sur 20 ans pour toutes les catégories de personnel** (à l'instar de celui qui existe pour les journalistes)

La satisfaction de ces demandes élémentaires est incompatible avec le projet de la direction. C'est ce qui ressort – sans surprise – de la réunion du 15 décembre.

Consultation du personnel en vue d'une grève

SUD propose à l'ensemble du personnel de s'exprimer sur ces demandes et sur la préparation d'une mobilisation d'ampleur.

Adressez vos commentaires, suggestions, demandes... à l'adresse contact@sud-afp.org !

SUD souhaite que l'Intersyndicale organise une consultation démocratique du personnel, sur les modalités et les revendications d'un mouvement social fort, pour s'opposer à la logique du Grand accord, qui aboutirait fatalement à des suppressions d'emplois et à une nouvelle dégradation des conditions de travail et de rémunération.



Les sacrifices demandés ne régleront pas le financement de l'AFP

